

10908

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITER UNE
INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS INERTES
PRIS POUR APPLICATION DE L'ARTICLE L.541-30-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

au lieu-dit « la Cioussinière »

Commune de VALDEBLORE

**Le Préfet des Alpes-Maritimes
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu la Directive Européenne n° 2008-98 du 19 novembre 2008 relative aux déchets,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.541-30-1 et ses articles R.541-65 et suivants,

Vu l'article R.425-25 du code de l'urbanisme relatif aux affouillements et exhaussements de sol,

Vu l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes et les conditions d'exploitation de ces installations,

Vu la déclaration de projet d'intérêt général et les modifications induites du plan local d'urbanisme de la commune approuvées par délibération du Conseil métropolitain Nice Côte d'Azur en date du 30 juin 2014,

Vu le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de la commune de Valdeblore déclaré complet en date du 5 septembre 2014,

Vu l'accord du conseil municipal de Valdeblore, propriétaire des terrains concernés, en date du 29 août 2014,

Vu les avis des services de l'Etat et collectivités intéressés,

Vu les observations du public recueillies suite à la procédure de participation réalisée du 29 octobre au 17 novembre 2014 inclus,

Considérant l'intérêt de la demande dans le contexte actuel d'un maillage territorial insuffisant d'installations aptes à recevoir les déchets inertes des chantiers locaux du bâtiment et des travaux publics dans des conditions réglementées, afin de prévenir la prolifération de dépôts sauvages et l'atteinte corrélative portée de ce fait à l'environnement,

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer,

ARRETE :

Article 1er :

La commune de Valdeblore dont le siège social est situé à l'Hôtel de ville est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise au lieu-dit « la cioussinière », commune de Valdeblore (06420), dans les conditions définies par le présent arrêté et ses annexes.

L'exploitation du site est confiée à une personne techniquement compétente et nommément désignée par la commune.

La présente autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des autres réglementations en vigueur.

Article 2 :

La surface foncière affectée à l'installation est de 5.400 m², selon la délimitation jointe en annexe I du présent arrêté. Cette surface est située sur une partie des parcelles cadastrées E0973, F0001 et F0816.

Article 3 :

L'exploitation est autorisée pour une durée de 10 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 4 :

Le volume total de déchets inertes pouvant être stocké dans l'installation est fixé à 50.400 tonnes (31.500 m³) hors matériaux nécessaires aux aménagements préalables et à la réhabilitation du site.

Les quantités maximales de déchets inertes pouvant être admises sur une année civile dans l'installation sont limitées à 6.250 m³ soit environ 10.000 tonnes.

Article 5

Seuls les déchets inertes suivants, parmi ceux figurant dans l'arrêté du 28 octobre 2010 peuvent être stockés dans l'installation de stockage :

CODE DECHET (*)	DESCRIPTION (**)	RESTRICTIONS
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15 01 07	Emballage en verre	
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (***) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (***) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (***) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (***) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 02 02	Verre	
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe, et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
19 12 05	Verre	
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

(*) Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement.

(**) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans les installations de stockage visées par le présent arrêté sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5.

Tous les déchets autres que ceux mentionnés à l'article 2 et notamment les déchets d'amiante liés aux matériaux inertes sont interdits sur ce site.

Article 6 :

Seuls sont admis les déchets inertes provenant des chantiers des communes de Valdeblore et de Rimplas, ainsi que des apports de particuliers de ces communes pour des quantités supérieures à celles admises en déchetteries.

Article 7 : Les déchets admis dans l'installation devront faire l'objet d'un tri préalable avant d'être stockés afin :

- de garantir la conformité des déchets admis avec les articles précédents (nature et origine des déchets)
- d'optimiser la valorisation matière de ces matériaux conformément aux objectifs du Grenelle de l'Environnement et la Directive Européenne relative aux déchets.

Article 8 :

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions précisées en annexe II du présent arrêté. L'exploitation du site est précédée d'un nettoyage général visant à éliminer les déchets incompatibles avec les modalités de l'exploitation (enlèvement d'encombrants indésirables). Ces déchets sont éliminés par les filières réglementaires.

Article 9 :

Comme prévu dans le dossier de demande d'autorisation sus-visé, le remblaiement s'effectuera par dépôts de matériaux en couches successives, qui seront régulièrement compactées afin d'assurer une sécurité optimale finale de l'ensemble du site, sur une hauteur maximale de 10 m correspondant à la cote de la tête des talus délimitant le site (point bas du site : 1327,5 NGF).

La préparation des plates-formes et la mise en oeuvre des remblais sera réalisée conformément aux préconisations de l'étude géotechnique jointe en annexe 3 du dossier de demande d'autorisation précité.

Le dispositif de gestion des eaux pluviales préconisé dans l'étude hydraulique jointe à l'annexe 4 du dossier de demande sera mis en oeuvre.

Article 10 :

En fin d'exploitation la pente naturelle du versant sera retrouvée. Un axe de circulation du vallon de la Cioussinière sera aménagé. Les eaux de surface du vallon, dévoyées pendant les travaux continueront d'être collectées dans le caniveau de la piste aval selon le plan de gestion des eaux de ruissellement pré-cité.

Après réaménagement, le secteur fera l'objet d'un reboisement par des plantations d'essences locales.

Article 11 :

L'exploitant produira annuellement un rapport au préfet portant sur les types et quantités de déchets admis, les éventuels incidents constatés ainsi que les mesures prises pour y remédier.

A cette fin, l'exploitant adresse chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 28 octobre 2010 susvisé. Il effectue sa déclaration pour ce qui concerne les données d'une année, avant le premier avril de l'année suivante si elle est faite par télédéclaration, et avant le 15 mars si elle est faite par écrit. Il indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site.

Article 12 :

Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune de Valdeblore

Le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Valdeblore. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 13 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois suivant sa notification.

Article 14:

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le directeur départemental des territoires et de la mer et le maire de la commune de Valdeblore sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nice, le 30 DEC. 2014



Adolphe COLRAT

ANNEXE I
à l'arrêté préfectoral d'une installation de stockage de déchets inertes
pris pour application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement

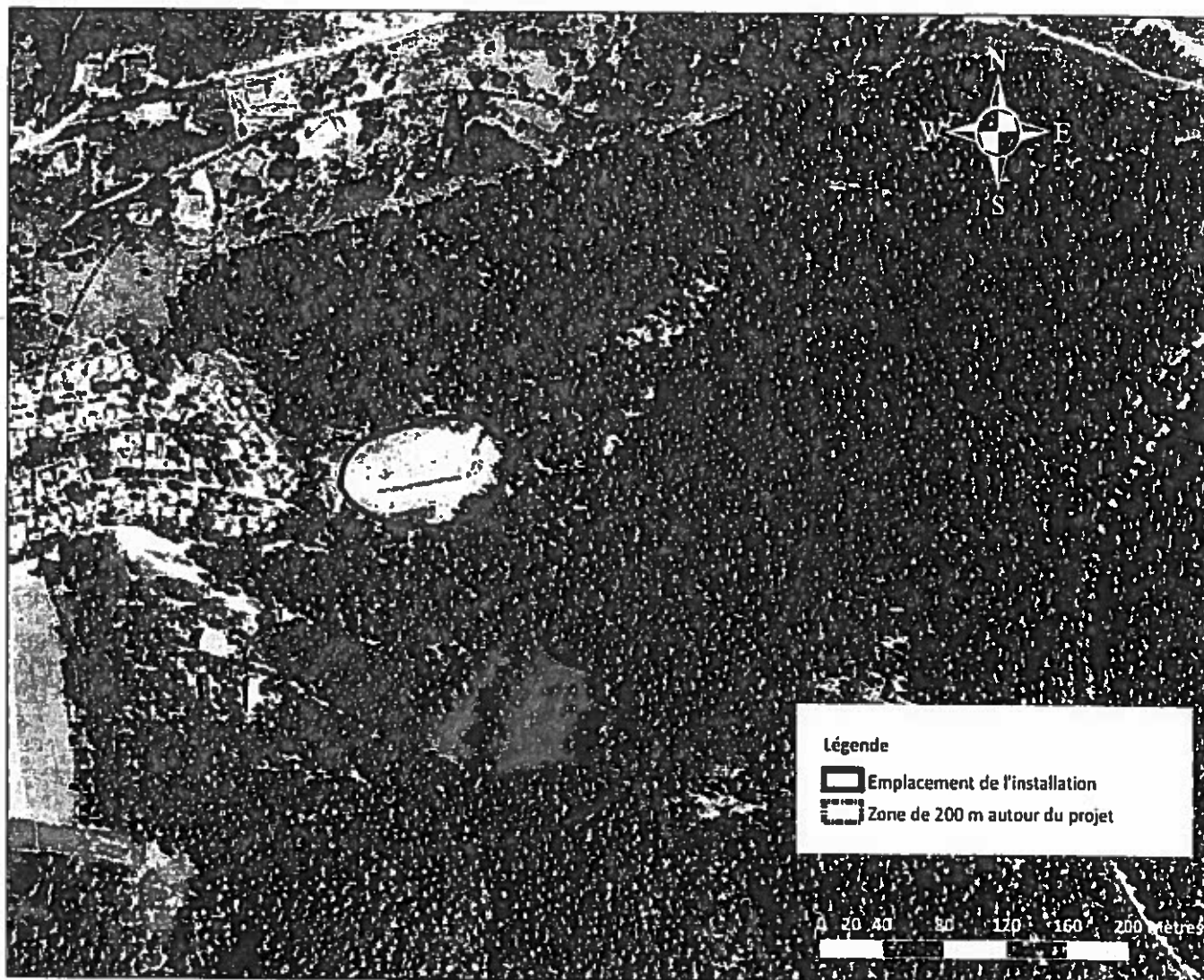
Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
en date du

M 30 DEC. 2014

Commune de Valdeblore
Lieu dit « La Cioussinière »

Adolphe COLRAT

Plan des limites d'implantation de l'ISDI



ANNEXE II
à l'arrêté préfectoral d'une installation de stockage de déchets inertes
pris pour application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
en date du

M 30 DEC. 20

Adolphe COIRAT

1 - Dispositions générales

1.1. - Définitions

Pour l'application des dispositions du présent arrêté, les définitions suivantes sont retenues :

Déchets inertes : déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine.

Installation de stockage de déchets inertes : installation d'élimination de déchets inertes par dépôt ou enfouissement sur ou dans la terre, y compris un site utilisé pour stocker temporairement des déchets inertes, à l'exclusion de ceux où les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent, ou entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif.

Installation interne de stockage : installation exploitée par un producteur de déchets pour ses propres déchets sur son site de production.

Installation collective de stockage : installation qui reçoit les déchets de plusieurs producteurs de déchets.

Exploitant : personne physique ou morale responsable de l'installation de stockage.

Eluat : solution obtenue lors de tests de lixiviation réalisés en laboratoire.

1.2. - Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions fixées en annexe du présent arrêté, sans préjudice des réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

1.3. - Dangers ou nuisances non prévenues

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet.

1.4. - Accidents – Incidents

L'exploitant déclare au préfet les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature, par leurs conséquences directes ou leurs développements prévisibles, de porter atteinte aux intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du code de l'environnement. En cas d'accident, l'exploitant indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Il transmet au préfet un rapport d'incident ou d'accident, dans un délai de 15 jours après l'incident ou l'accident. Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'incident ou de l'accident, les effets constatés ou possibles à long terme sur les intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du code de l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident ou accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

1.5. - Contrôles et analyses, inopinés ou non

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, le préfet peut demander la réalisation de contrôles spécifiques, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou de vibrations et plus largement de mesures dans l'environnement.

Ces contrôles spécifiques, prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme tiers choisi préalablement par l'exploitant à cet effet et soumis à l'approbation du préfet.

Tous les frais engagés lors de ces contrôles, inopinés ou non, sont supportés par l'exploitant.

1.6. - Consignes

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'autorité compétente en matière de police, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être, y compris en cas de sous-traitance.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de dysfonctionnement et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions imposées par le présent arrêté.

II – Aménagement de l'installation

2.1. - Identification

A proximité immédiate de l'entrée principale de l'établissement est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont notés :

- l'identification de l'installation ;
- le numéro et la date du présent arrêté ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.

2.2. - Accès à l'installation

L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Elle est entourée d'une clôture en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres excepté dans les zones rendues inaccessibles par le relief naturel.

Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel, notamment pour faciliter l'intervention des services de secours et d'incendie en cas de sinistre.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage formé aux risques générés par l'installation.

2.3. - Moyens de pesée

A proximité de l'accès principal ou de la zone de déchargement est implanté un dispositif de pesée des déchets muni d'une imprimante (ou dispositif enregistreur équivalent) permettant de mesurer le tonnage de déchets entrant ou sortant de l'installation. Le système de pesage est conforme à un modèle approuvé et contrôlé périodiquement en application de la réglementation relative à la métrologie légale

2.4. - Moyens de communication

L'établissement est équipé de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

2.5. - Trafic interne

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'installation. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

La vitesse de circulation des véhicules à l'intérieur de l'établissement est limitée à 40 km/h.

Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure.

Les voies de circulation internes à l'établissement sont dimensionnées et aménagées en tenant compte du gabarit, de la charge et de la fréquentation de pointe estimée des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent permettre aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté.

L'entretien de la voirie permet une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Les aires de stationnement internes permettent d'accueillir l'ensemble des véhicules durant les contrôles des chargements.

2.6. - Moyens de lutte contre l'incendie

Pour assurer la défense incendie, le site devra respecter les prescriptions suivantes :

- Créer une voie périmétrale d'une largeur de 4 m et débroussailler les abords afin d'empêcher que tout feu venant de l'extérieur du site ne puisse venir endommager les installations et inversement, que les installations ne communiquent pas le feu à la végétation avoisinante,
- prévoir sur le site une réserve artificielle de 120m³/2h afin de faire face à tout départ de feu provenant de la forêt qui l'entoure. Cette réserve devra être aménagée pour les sapeurs-pompiers, être incongelable et être remise en service au fur et à mesure de son utilisation,
- le sol devra être stabilisé pour recevoir des engins d'incendie et les voies devront avoir des girations suffisantes afin de permettre aux véhicules de manoeuvrer
- une aire de retournement devra être prévue si nécessaire,
- prévoir des extincteurs adaptés aux risques ainsi que deux robinets d'incendie armés placés judicieusement par rapport aux risques à défendre.

2.7. - Gestion des eaux

L'aménagement devra être conforme aux dispositions contenues dans le dossier de demande d'autorisation, à savoir :

- Le dévoiement du vallon de la Cioussinière au droit du projet sur un linéaire de 128 mètres afin
 - d'assurer une bonne gestion des eaux du vallon en évitant de provoquer les risques de désordres hydrauliques au droit du projet,
 - de réduire le bassin versant en amont du projet,
 - de réduire l'impact du projet sur les zones situées à l'aval,

consistant en :

- 34 mètres de fossé à fond naturel à l'amont de l'ISDI, de forme trapézoïdale, d'une profondeur de 0,70m et d'une largeur à la base de 1,20m avec une pente des berges de 1/2 et une largeur au sommet de 1,90m,
- un linéaire de 94 m de fossé naturel ou d'ouvrages en béton. En cas de choix du fossé naturel, il sera nécessaire de mettre en place un géotextile en fond et sur les berges du fossé afin de limiter le phénomène de ravinement et d'effondrement du fossé pendant la repousse de la végétation. La fixation du géotextile au fond et sur les berges de la tranchée est impérative pour éviter son arrachement lors de fortes crues.

- l'élargissement du fossé existant à l'aval (largeur à la base de 1,20m avec une pente des berges de ½ et une largeur au sommet de 1,90m,)
- La réalisation de deux fossés de drainage latéraux pour la gestion des eaux pluviales en provenance de la surface du projet totalisant un linéaire de 215 mètres, de 0,25 m de largeur et 0,25 m de profondeur, avec une pente moyenne de 2 %.

2.8. - Conformité de l'exploitation

Avant le début des opérations de stockage, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement et lui adresse un dossier technique comprenant une analyse, par un organisme tiers, de sa conformité aux prescriptions fixées par le présent arrêté. Le préfet fera alors procéder à une visite de l'installation, avant l'admission des premiers déchets, dans les 15 jours suivant la réception de ces éléments.

III – Conditions d'admission des déchets

3.1. - Déchets admissibles

Peuvent être admis dans l'installation les déchets inertes respectant les dispositions du présent titre.

3.2. - Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

3.3. - Déchets interdits

Sont interdits :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.

3.4. - Document préalable à l'admission

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- les quantités de déchets concernées.

Le cas échéant, sont annexés à ce document :

- les résultats de l'acceptation préalable mentionnée au point 3.5 ;
- les résultats du test de détection de goudron mentionné au point 3.6 ;
- les documents requis par le règlement du 14 juin 2006 susvisé.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Le document préalable est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

3.5. - Procédure d'acceptation préalable

Tout déchet inerte non visé par la liste de l'annexe III du présent arrêté, et avant son arrivée dans l'installation, doit faire l'objet d'une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ce déchet dans l'installation.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant du déchet par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe III du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

Les déchets ne respectant pas les critères définis en annexe III ne peuvent pas être admis.

3.6. - Déchets d'enrobés bitumineux

Les déchets d'enrobés bitumineux, relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement, font l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron.

3.7. - Contrôle lors de l'admission des déchets

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement, le cas échéant des documents requis par le règlement du 14 juin 2006 susvisé.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régalaage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Le déversement direct du chargement dans une alvéole de stockage est interdit sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

3.8. - Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés a minima :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets admise ;
- la date et l'heure de l'accusé réception.

En cas de refus, l'exploitant communique au préfet, au plus tard 48 heures après le refus :

- les caractéristiques et les quantités de déchets refusées ;
- l'origine des déchets ;
- le motif de refus d'admission ;
- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
 - 1) le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement.

3.9. - Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, mentionné au point 3.8, et la date de leur stockage ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;

- la masse des déchets, mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume du chargement en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement.

IV - Règles d'exploitation du site

4.1. - Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents ou d'accidents.

4.2. - Brûlage de déchets

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.

4.3. - Propreté

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage, et veille à ce que les véhicules en sortant ne puissent pas conduire au dépôt de déchets ou de boues sur les voies publiques d'accès au site.

Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées.

Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les nuisances pouvant résulter de l'installation, notamment les émissions de poussières et la dispersion de déchets par envol.

4.4. - Progression de l'exploitation

La mise en place des déchets au sein du stockage est organisée de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements.

Elle est également réalisée par zone peu étendue et en hauteur pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries, mais aussi pour permettre un réaménagement progressif et coordonné du site.

4.5. - Plan d'exploitation

L'exploitant établit et tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et en altitude permet d'identifier les parcelles où sont stockés les différents déchets.

4.6. - Déclaration annuelle

L'exploitant déclare chaque année les données ci-après :

- les quantités admises de déchets, en dissociant les quantités en fonction des provenances géographiques ;
- la capacité de stockage restante pour les déchets inertes au terme de l'année de référence.

L'exploitant indique dans sa déclaration annuelle les informations permettant l'identification de l'installation.

Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site.

La déclaration est effectuée, selon le modèle figurant en annexe IV du présent arrêté, et est adressée au préfet.

L'exploitant effectue cette déclaration, pour ce qui concerne les données d'une année, avant le 15 mars de l'année suivante.

V – Réaménagement du site après exploitation

5.1. - Couverture finale

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage indiqué au point 4.4. Son modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil.

La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture est précisée dans le plan d'exploitation du site mentionné au point 4.5.

L'exploitant tient à la disposition du préfet, les justificatifs de la conformité de la couverture mise en place par rapport aux éléments portés dans le dossier de demande d'autorisation.

5.2. - Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager.

5.3. - Plan topographique

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site notamment les plans des ouvrages hydrauliques.

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de Valdeblore.

VI - Dispositions supplémentaires pour le cas du stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes

Aucun déchet d'amiante lié à des matériaux inertes n'est autorisé sur ce site.



Adolphe COLRAT

**Critères à respecter pour l'admission de déchets inertes soumis à la
procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5**

1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE A RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Chlorure (***)	800
Fluorure	10
Sulfate (***)	1 000 (*)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (**)	500
FS (fraction soluble) (***)	4 000

(*) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1500 mg/l à un *ratio* L/S=0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un *ratio* L/S=10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S=0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S=10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(**) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

(***) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE A RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (**)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
(**) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.	

Modèle de déclaration annuelle prévue au point 4.6

Nom de l'exploitant	
Adresse du siège social	
Nom de l'installation	
Nom du propriétaire de l'installation	
Adresse du site de l'installation	
N° SIRET	
Code APE	
Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux déchets de	
Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux autres déchets	
Année concernée par la déclaration	

Éléments d'information sur l'exploitation de l'installation de stockage pendant l'année écoulée :

LIBELLE ET CODE DU DECHET (Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement)		QUANTITE ADMISE^(*) exprimée en tonnes	
CODE	LIBELLE	Déchets originaires du département où est localisée l'installation	Déchets originaires d'autres provenances géographiques

^(*) la quantité admise, exprimée en tonnes, est celle mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume des chargements admis pendant la période de référence, en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets.

Date :

Nom et qualité :

Signature

